

NE SE REND PAS

À MATIGNON

Monsieur Philippe,

L'Union syndicale Solidaires décline votre invitation pour ce lundi 6 mai où vous conviez les organisations syndicales pour l'annonce officielle des décisions que vous avez prises suite à votre « grand débat »

Quelques mesurètes et du saupoudrage ne répondent en rien à la mobilisation sociale des Gilets Jaunes, des salarié·es en lutte dans de nombreux secteurs, et plus largement aux attentes de la population. Les baisses d'impôts sont des leurres et reposent sur la destruction des services publics et de la fonction publique. Pendant ce temps, les milliardaires peuvent sourire. Ils auraient tort de ne pas le faire.

Nous ne vous servirons donc pas de caution pour votre entreprise de communication, d'autant que votre gouvernement maintient l'ordre social à coup de matraques, LBD, grenades, gaz lacrymogène et de fakes news, ce que nous avons encore dû subir dans nos corps et cerveaux mercredi dernier, le 1er mai. Nous ne serons pas sur la photo avec ceux/celles qui permettent que des « forces de l'ordre » insultent, humilient, blessent, mutilent celles et ceux qui se battent pour un monde plus juste.

**MAIS COMME ON EST SYMPA,
ON VOUS OFFRE UN PENSE BÊTE**



(à découper et poser sur le coin du bureau)

Pour les salaires : le SMIC à 1700 €, une augmentation de 400 € pour tous·tes (salarié·es, pensions, minimas sociaux), aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, la hausse du point d'indice et l'octroi d'un nombre de points d'indice supplémentaires identique pour tous les fonctionnaires

Pour l'emploi : baisse et partage du temps de travail, création d'emplois climatiques (voir plus bas),

Pour la justice fiscale : baisse des taxes sur les carburants, abandon de la flat tax, rétablissement de l'ISF, abandon des mesures sur le CICE,

Pour l'égalité : de vraies mesures contre les discriminations, aucun·e travailleur et travailleuse n'est

illégal·e, égalité des droits... Abandon des réformes/lois Blanquer et de la hausse des frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·es, du service national universel, de la réforme de l'assurance chômage, et de celle des retraites

Pour des services publics : accessibles sur tout le territoire et à bas coûts, exercés par une fonction publique dotée des moyens humains et organisationnels nécessaires,

Pour la transition écologique : taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transport aérien, maritime et routier, soutien à la rénovation des logements et à des alternatives écologiques d'ampleur, développement des lignes de chemins de fer et des transports publics.

PS : pas besoin de travailler plus ou plus longtemps, il suffit de répartir différemment les nombreuses richesses déjà produites et accaparées par une petite minorité ;-)